



- Communiqué de la CGT (SNRT et SNJ CGT) de France télévisions -

Sarkozy renvoie l'ascenseur au privé en « saignant » le service public

Quelques minutes à peine après la déclaration de Nicolas Sarkozy qui souhaite « réfléchir à la suppression totale de la publicité sur les chaînes publiques », les actions de TF1 et de M6 gagnaient respectivement 8,38 et 6,86% alors qu'elles étaient à leur plus bas niveau depuis des années.

Par principe la CGT n'est pas favorable au financement de la télévision publique par la publicité mais elle n'est pas dupe de la mise en scène offerte ce matin par le président de la république.

En effet chacun sait que la suppression de la publicité sur le service public se traduirait mécaniquement par un transfert équivalent en direction des chaînes privées historiques (Bouygues, M6) ou émergentes de la TNT (Bolloré, Lagardère). Ce transfert va doter le secteur privé d'une force de frappe sans précédent et va renchérir encore les coûts d'acquisition de programmes.

Qui peut imaginer une seconde que les 800 millions d'euros de recettes publicitaires annuelles de France télévisions (40% du budget de France 2 et 30% de celui de France 3) seront compensés par une hypothétique taxe sur la publicité du privé ou une « infinitésimale » taxe sur le chiffre d'affaires des nouveaux moyens de communication ?

La Bourse de Paris ne s'y est pas trompée et a « instantanément » salué ce cadeau royal d'un président en exercice qui oublie l'intérêt général pour renvoyer l'ascenseur à des amis proches du pouvoir.

La CGT de France télévisions (SNRT et SNJ CGT) dénonce cette initiative, comme elle dénonce la soumission du PDG de France télévisions qui, dans un communiqué adressé à tous les salariés du groupe, s'est empressé de juger que cette annonce du président de la république « validait la stratégie éditoriale du groupe » !...

Après s'être vu refuser toute augmentation de la redevance, toute nouvelle coupure publicitaire dans les émissions de divertissement, le financement de la reprise des décrochages régionaux de France 3 sur le satellite, notre PDG se réjouit pourtant de l'annonce de ce matin, ce qui montre qu'il tient visiblement plus à son fauteuil qu'à l'intérêt du groupe et à l'avenir du service public.

Les salariés doivent être conscients que si cette réflexion devait aboutir en l'état, elle aurait des conséquences inévitables sur le personnel : restructuration sociale, réduction du périmètre des chaînes, privatisation...

Paris, le 8 janvier 2008